

Monsieur François Bayrou  
Hôtel de Matignon  
57 Rue de Varenne  
75007 PARIS

Paris, le vendredi 13 décembre 2024

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous adressons nos félicitations républicaines pour votre nomination.

Le respect du vote des Françaises et des Français aurait dû conduire le Président de la République à nommer un Premier ministre de gauche, ouvert aux compromis, puisqu'aucune coalition ne détient la majorité absolue mais que la coalition de gauche avait obtenu le plus grand nombre de députés.

Toutefois, en choisissant à nouveau un Premier ministre issu de son propre camp, le Président de la République prend la responsabilité d'aggraver la crise politique et démocratique dans laquelle il a placé le pays depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. En vous nommant, il fait le choix de la continuité et de la préservation de son bilan. Il dédaigne une nouvelle fois la volonté de changement qui s'est exprimée le 7 juillet.

**Ainsi que nous lui avons indiqué et en cohérence, les socialistes ne participeront pas à votre gouvernement et demeureront dès lors dans l'opposition au Parlement.**

Les socialistes se battront avec toute la gauche pour obtenir des avancées utiles à la vie quotidienne de nos compatriotes dans la fidélité aux propositions défendues devant les électeurs avec le Nouveau Front Populaire. Il en est ainsi des retraites, du pouvoir d'achat, de la justice fiscale, de la préservation de nos services publics, de la transition écologique. Il ne saurait y avoir de stabilité politique, sans justice.

Nos votes dépendront dès lors des engagements que vous prendrez pour construire les compromis utiles pour engager la réorientation de la politique gouvernementale.

Il vous appartient désormais de dire aux Françaises et aux Français la façon dont vous entendez sortir de cette crise politique et institutionnelle en répondant à leurs aspirations au changement de politique qu'ils ont exprimées dans les urnes. La défense du bilan passé ne saurait tenir de ligne pour l'avenir.

Nous vous demandons de vous engager à une méthode renouvelée qui permette véritablement le respect du débat parlementaire, **en renonçant à l'usage de l'article 49.3 de notre Constitution.**

Nous voulons avoir la garantie que votre gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe.

**La poursuite à l'identique d'une politique et d'une méthode déjà censurées ne peut être acceptable. Elle produirait le même résultat et une instabilité permanente. Nous attendons de vous les garanties indispensables pour éviter une nouvelle censure. Voilà ce qui sera notre boussole et guidera en permanence nos choix.**

Nous souhaitons enfin, que les concertations s'ouvrent à la société civile et en particulier aux partenaires sociaux et aux associations d'élus locaux.

Du respect de ces résolutions dépend l'hypothèse d'une non-censure.

**Nous souhaitons en conséquence que vous receviez dans les meilleurs délais les chefs des partis et présidents des groupes parlementaires ayant conduit le Front Républicain et en particulier ceux du Nouveau Front Populaire**, afin de permettre à chacun de prendre position en fonction de vos engagements.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

**Olivier FAURE**, Premier secrétaire du Parti socialiste

**Johanna ROLLAND**, Première secrétaire déléguée du Parti socialiste

**Nicolas MAYER ROSSIGNOL**, Premier secrétaire délégué du Parti socialiste

**Hélène GEOFFROY**, Présidente du Conseil national du Parti socialiste

**Boris VALLAUD**, Président du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale

**Patrick KANNER**, Président du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain du Sénat

**Nora MEBAREK**, Co-présidente de la Délégation française socialiste et écologiste au Parlement européen